



## DECLARATION LIMINAIRE - CTL du 26/01/2012

Cette année encore des suppressions de poste sont programmées et bloquent de facto toute possibilité de discussion entre l'Administration et les organisations syndicales. FO-DGFIP ne cesse de déplorer cet état de fait et rien n'a permis d'obvier à ces coupes récurrentes. Pour le seul exercice 2012, il est prévu - pardon - ordonné neuf suppressions dans la filière fiscale et six dans la filière Gestion Publique. Ces quinze suppressions auront bien évidemment un impact sur le travail quotidien des agents et sur l'image même de sérieux et de rigueur qu'on pouvait espérer pour la DGFIP.

Avant même que ces disparitions ne soient prononcées, ce manque de sérieux est chaque jour patent, démontrant ainsi le résultat des suppressions, pérennisées depuis des années, sur le moral des agents. Ces derniers, de moins en moins nombreux sur les sites doivent faire face à des tâches de plus en plus diversifiées parfois ubuesques.

Depuis le début d'année les postes comptables rencontrent des difficultés pour la comptabilisation des avis de règlement. Des sommes apparaissant en double sur ces avis. Les cumuls sont faux et bloquent les arrêtés comptables. Les recouvrements SISPEO/CE LILLE (RIAV) ne sont pas régularisés et les écritures sont isolées en compte d'attente. Les collectivités locales attendent leurs recettes... Simple litanie d'erreurs et de soucis de début d'année ? Peut-être ! A part qu'il s'agit là encore de soucis supplémentaires à gérer au quotidien à l'heure où l'on supprime des postes. Mais ce qui fait que la situation devient ubuesque c'est qu'au delà de soucis qui pourraient être inhérents aux premiers pas du nouveau né CHORUS, cela arrive au moment où on nous parle de certification des comptes publics en lettres d'or. C'est encore au moment où la main sur le cœur, on parle de sincérité des comptes avec pour corolaire une pression sur les agents appelé « contrôle de gestion » et autre habilitation tatillonne, qu'on perfidie les écritures en jonglant entre les comptes d'attente afin de ne pas bloquer la Comptabilité Etat.

Et au milieu de ces aberrations il y a les agents, certes de moins en moins nombreux (-15 cette année), qui gèrent sur le terrain ces situations génératrices de stress.

Le changement d'exercice s'est effectué en flux tendu avec une fiche d'initialisation qui arrive dans les postes comptables au tout dernier moment, une reprise de la nomenclature DDR3 qui remonte au bout de plusieurs heures dans HELIOS, même chose pour les budgets de référence. Ces retards entretiennent aussi une crise de confiance entre collègues et avec la hiérarchie car on ne sait plus si l'erreur est humaine ou informatique.

Les agents se sentent isolés. La solidarité fonctionne car on échange les renseignements entre trésoreries mais est-ce aux collègues de donner les réponses selon un certain empirisme en lieu et place d'une procédure claire et précise ? Selon la même logique les agents apprennent que le pôle PABLO n'existe plus au moment où ils ont un problème avec CIRCL et qu'ils cherchent une réponse dans l'urgence. Non seulement ils apprennent à ce moment là, que le service est fermé, mais en plus ils se rendent compte que l'information n'a jamais été diffusée et in fine, s'aperçoivent que personne ne leur apportera de solution. *Ite missa est.*

On diminue les effectifs et on augmente la masse de travail.

Le discours officiel prône la transparence alors qu'on complique voire opacifie les écritures dans CHORUS.

On diminue les effectifs et on exige des agents une technicité et une réactivité accrue, pourtant c'est le détail ou l'apparat qui prime sur la simplification ou le pragmatisme. C'est ainsi qu'on insiste avec vigueur sur une charte graphique portée au pinacle, sur une présentation individuelle et précise ou sur des formations impérieuses et obligatoires.

Les agents subissent quotidiennement cette baisse des effectifs, cette augmentation du travail à effectuer, cette pression constante mais aussi ces aberrations, ce sentiment d'être incompris, oublié, cette sensation que l'Administration n'apporte pas les réponses attendues ou « inappropriées ».

Où alors l'Administration colle à l'actualité avec cynisme puisque 2012 est l'année de l'autisme.

Vos représentants FO-DGFIP : Josiane CHARVIN et Olivier LHOUMEAU